

Journalisme et complexité

Thierry Watine

Directeur du Centre de recherche
de l'École supérieure
de journalisme de Lille

Au-delà de la division manichéenne qu'elle suggère entre la vérité et le mensonge, l'enquête fiable et le reportage caricatural, l'entrevue en profondeur et le jeu des "petites phrases", la contrainte d'objectivité qui pèse par définition sur les professionnels de l'information pose plus sûrement le problème du traitement journalistique de la complexité. Car aussi bien intentionné soit-il, jusqu'où un journaliste peut-il avoir la prétention, pourtant légitime, d'appréhender et de restituer des événements, des situations, des contextes qui ne sont *a priori* pas immédiatement saisissables par le bon sens commun ? « Plus une idée est complexe, affirme Bourdieu dans son petit livre rouge sur la télévision¹, plus sa restitution est difficile » (1996, p.77). Sans doute peut-on voir là une première explication aux griefs récurrents vis-à-vis du discours des médias : il ne répondrait plus – ou mal – aux attentes (elles aussi complexes) de sens, de repères et d'authenticité qui sont régulièrement exprimées par le public... et qui donnent lieu depuis plusieurs années à d'incessants débats sur les vertus d'une information dite "citoyenne", en clair plus proche des gens et plus fidèle à la réalité².

Actualité et incertitude

La présente réflexion prend pour point de départ le sentiment de superficialité, d'approximation et de réduction de nombreux contenus journalistiques par rapport à des questions dites "complexes". Ces reproches sont aujourd'hui de plus en plus vifs et surtout de plus en plus fréquents, tant de la part de ceux qui consomment régulièrement les produits quotidiens de la presse que de ceux qui passent

personnellement sous les rampes – rarement anodines – du traitement médiatique. Combien de lecteurs un peu avertis sur tel ou tel sujet, d’amateurs éclairés dans quelque domaine que ce soit... mais aussi d’intellectuels, de scientifiques, de spécialistes en tous genres accusent les médias d’appauvrir, voire de déformer, les sujets qu’ils abordent. « Une des accusations permanentes qui est portée à notre pratique professionnelle, affirme Patrick Pépin, n’est pas en soi celle de simplifier, mais plutôt celle de simplifier à outrance » (1996, p.1).

Sans les justifier *a priori*, ces critiques ont le mérite de souligner ce qui constitue peut-être l’un des paradoxes parmi les plus sensibles du travail journalistique. En effet, il n’est pas dénué de tout fondement de s’interroger sur l’hypothèse d’une contradiction de principe entre l’activité médiatique (censée mettre à la portée du plus grand nombre, de façon instantanée mais fiable, les événements de l’actualité quotidienne) et les exigences d’une lecture un tant soit peu subtile – c’est-à-dire non catégorique – de l’incertitude (laquelle, affirme Edgar Morin³, ne peut être appréhendée que par l’intermédiaire de “nœuds stratégiques”, toute prétention à la connaissance encyclopédique étant selon lui parfaitement illusoire).

**« les journalistes ont-ils
pour vocation de dire la vérité ? »**

Quoi qu’il en soit, poser la question du traitement journalistique de la complexité renforce un peu plus le soupçon qui pèse sur la crédibilité des médias, c’est-à-dire leur capacité à rendre compte de l’actualité de façon à la fois fidèle et efficace. Fidèle parce que les médias, si l’on en croit l’article 1 de la Charte de Munich⁴, sont censés être au service de la “vérité”. Efficace parce que les contenus diffusés doivent en principe être reçus, compris et assimilés par les destinataires de l’information.

Or, la notion même de “complexité” perturbe ces deux ambitions qui sont pourtant des fondements de l’activité journalistique (dire vrai et être accessible). En effet, si l’on accepte l’idée que la complexité est *a priori* supérieure à tout ce qui peut en être dit (sinon, le problème ne se poserait même pas), on pressent très vite le décalage qui existe entre le journalisme (qui affectionne les certitudes, les réponses à tout, les vérités parfois un peu carrées) et la complexité (qui suggère au contraire l’incertain, l’invisible, l’insaisissable, voire l’improbable). Nombre de professionnels de l’information ne se sont-ils pas lentement enferrés dans ce que Béatrice Casanova appelle le “cela-va-de-soi” journalistique (1996, p.162) ?

Même s’il est important de nuancer le diagnostic à cause de l’immense variété des situations et des genres dans le champ journalistique, on peut observer que les médias paraissent aujourd’hui assez démunis face à la tâche de décodage-réencodage qui leur incombe. En matière d’actualité, l’effet loupe sur la partie immergée de l’iceberg prime le plus souvent sur une navigation en profondeur et en nuances.

Mais les journalistes ont-ils pour vocation de dire la vérité ? Ont-ils les moyens de dire “toute” la vérité, bref d’être ni plus ni moins “objectifs”⁵ ?

L'interrogation est d'autant plus pressante que le public, régulièrement sondé sur le sujet, est de plus en plus intransigeant en matière de fidélité aux événements. Jean-Marie Clarinard estime à cet égard que les attentes des consommateurs de l'information médiatique sont peut-être tout simplement trop élevées : « *On espère le plus souvent du journaliste une sorte de constatation positiviste des choses et des événements procédant d'un regard qui, correctement situé, renverrait une image intrinsèquement juste de ce qui est (...)* Or, cette attente, irrationnelle et facile, suscite en grande partie la crise de confiance qui entoure les médias. On en attend trop, on attend l'impossible. Il est certes normal qu'un journaliste évite de tromper et de se tromper, qu'il soupèse ce qu'il dit et s'inquiète de ce qu'il en advient. Mais si juste soit sa parole, elle n'est jamais qu'un témoignage dont l'autorité s'appuie sur la bonne foi et sur un travail d'enquête d'autant plus limité qu'il s'accomplit souvent dans l'urgence» (1997, p.38). Selon la formule célèbre, "la carte n'est pas le territoire" (*map is not territory*) : les médias, explique Roland Cayrol (1997), ne peuvent restituer par définition qu'une « *réalité de seconde main* » qui ne doit surtout pas être reçue comme argent comptant. Construire donc trahir : telle est sans doute l'une des limites indiscutables du travail de tout informateur, aussi honnête fût-il. Mais pareil argument ne fournit-il pas en même temps un alibi redoutable à tous ceux qui ont renoncé, faute d'enthousiasme, de connaissances suffisantes ou plus simplement de rigueur, à faire le travail de la complexité ?

« le travail de la complexité n'est pas nécessairement une priorité »

Lorsqu'on les interroge, les journalistes se rangent assez vite au constat général. Ils admettent volontiers, en insistant sur les contraintes de leur métier, qu'ils sont le plus souvent obligés de parer au plus pressé, et donc d'arrondir les angles, de privilégier ce qui est d'abord accessible ou spectaculaire, de renoncer à l'analyse (qui exige de la recherche, de la distance et du temps)... au profit de l'anecdote (qui accroche ou qui divertit), de l'image d'Épinal (pour ses vertus pédagogiques), du commentaire (où l'opinion fait bien souvent office d'argument). Bref, du point de vue même des principaux intéressés, le travail de la complexité n'est pas facile à mettre en œuvre. Pire, il n'est pas nécessairement une priorité. La journaliste Christine Ockrent, dans son livre *La mémoire du cœur*, confirme clairement ce penchant lorsqu'elle déclare à propos des acteurs de la presse que « *la réflexion, la mémoire, la mise en perspective restent une marque de talent, mais relèvent du luxe et ne constituent plus l'essentiel*» (1997, p.99).

Les mécanismes du déficit médiatique

L'actualité récente conforte régulièrement les auteurs du procès en indigence de la presse. Les médias ont-ils ainsi donné au grand public les éléments nécessaires à la compréhension de la crise albanaise, du drame zairois, des conséquences de la fermeture de l'usine Renault à Vilvorde en Belgique, du problème politique et social posé et reposé en France par le Front national au

moment des élections, de la question de la parité hommes-femmes dans la vie politique de la plupart des pays occidentaux, des perspectives ouvertes par les progrès récents en matière de clonage, de traitement du sida, etc. ? Ces sujets, forcément délicats vu la multitude des paramètres qui sont en jeu, illustrent bien les limites – dans certains cas la légèreté – du traitement médiatique courant. Plusieurs facteurs permettent d'expliquer, à défaut de les justifier, les principales carences du traitement journalistique en matière de complexité.

Manque de perspective tout d'abord. Un certain nombre de dossiers de l'actualité quotidienne restent confus, abstraits ou peu significatifs parce que ceux qui les traitent ont négligé de donner le coup de projecteur nécessaire sur les antécédents de l'événement, son histoire, sa chronologie... autant d'éléments qui auraient peut-être permis d'en comprendre la logique, voire d'en saisir les signes annonciateurs. C'est un défaut d'ordre diachronique : on oublie d'exploiter les enseignements du passé... avec le risque de réinventer inlassablement la roue ou de ne pouvoir être que réactif par rapport à l'actualité brûlante. Pour Loïc Hervouet, bien traiter l'information exige au contraire « *une recherche de contexte, une mise en perspective, un recul historique* » parce que, précise-t-il, « *le fait brut n'existe pas. Le journaliste est un médiateur, qui sélectionne des faits, certes, mais des faits hiérarchisés et expliqués, replacés dans leur environnement* » (1996, p.47).

Manque de perspective encore lorsque les journalistes, trop centrés sur leur territoire de couverture habituel, font régulièrement l'impasse sur ce qui se produit "chez les autres" (à l'étranger notamment), rendant ainsi impossible toute forme d'analyse comparative pourtant si productive en terme de sens. Cette fois, c'est un problème de synchronie : on néglige les modèles extérieurs qui nous entourent, privant ainsi le "sujet du jour" de parallèles habituellement très instructifs. Sauf exception, les médias nationaux en France ne se complaisent-ils pas trop souvent dans une vision un peu "cocardière" des choses ? Au nom de la proximité et du contact avec "ses" lecteurs, la presse régionale ne s'est-elle pas progressivement refermée sur ses seules chasses gardées ? Le mot d'ordre est à peu près partout le même : bannir tout ce qui risquerait d'ennuyer, donc d'éloigner, le lecteur, l'auditeur ou le téléspectateur. Selon Roland Cayrol, on assiste ainsi « *à l'élimination de tout ce qui peut rétrécir l'audience (...): les sujets difficiles, ou "tabous" ; le traitement des mouvements, groupes ou personnalités jugés "minoritaires" ; la prise en compte d'idéologies ou de conduites marginales. On tendra à accorder la préférence aux événements et aux faits divers se situant dans un territoire rapproché : combien de morts en Finlande, ou au Cambodge, équivalent-ils, en intérêt, à un mort au coin de notre rue ?* » (1997, p.82).

Manque de transversalité ensuite. Certains événements de l'actualité courante ne trouvent aujourd'hui plus leur place dans les " tiroirs journalistiques " traditionnels où l'on continue pourtant de les enfermer, par habitude ou par commodité. Les rubriques classiques de l'information, certes efficaces du point

de vue de la standardisation des tâches et de la lisibilité des contenus, sont devenues dans certains cas complètement inadaptées à la réalité très composite de certains dossiers. Un feuilleton comme celui de la vache folle⁶ a pourtant clairement démontré que certains sujets peuvent simultanément relever des sections "politique", "économie", "agriculture", "santé", "environnement", "fait de société", etc. Or le cloisonnement encore très courant de l'information, non content d'entretenir des rivalités parfois féroces entre les différents services d'un

« L'immense variété de l'actualité condamne les journalistes touche-à-tout à un papillonnage approximatif »

même média, génère des effets d'angle souvent très exagérés qui, par définition, ne peuvent rendre justice au caractère multi-angulaire – autrement dit complexe – de nombreux dossiers de l'actualité.

« Combien de conférences de rédaction, demande Nicolas Rousseaux, se résument en une bataille surréaliste entre services où le but du jeu ne consiste plus qu'à attirer le maximum de pagination vers son camp, quelle que soit la pertinence des sujets en question ? Guerre anachronique dans un temps où les sujets ont une fâcheuse tendance à déborder naturellement de leur lit. Le dopage sportif ne doit-il être traité que du point de vue sportif ? La crise de l'immobilier que du point de vue économique ? La corruption que du point de vue politique ?, etc. Nous subissons ce poids du passé, de plus en plus artificiel, plus que nous ne le maîtrisons. Coincés dans nos chapelles, arc-boutés sur nos périmètres de traitement, incapables d'affronter le dédale des faits, le virtuel, le transversal, l'incertitude, nous sommes dépassés par nos lecteurs qui ont, eux, vite appris à jouer à saute-mouton avec l'actualité » (1996, p.167).

Manque également de compétences spécialisées. Confrontés à la réduction des équipes, les responsables des rédactions sont de plus en plus souvent contraints de faire appel aux seuls talents généralistes de leurs journalistes. Lesquels doivent faire preuve d'une polyvalence sans cesse accrue, sautant souvent sans véritable transition ni préparation d'un sujet à l'autre... mais avec une obligation de résultats à tout coup ! Or l'immense variété de l'actualité, renforcée par la multiplication des sources et la complexité croissante du monde, condamne de plus en plus les journalistes "touche-à-tout" à un papillonnage approximatif qui conduit au mieux aux lieux communs, au pire aux contresens les plus redoutables. La "déspécialisation" des acteurs de la presse généraliste, non contente de faire la fortune des supports plus ciblés, est incompatible avec le niveau de connaissances exigé par un grand nombre de sujets "actuels". Pour Patrick Champagne, le traitement de l'information scientifique dans les grands médias traditionnels illustre bien le problème : « Que peut donc faire un journaliste reporter qui vient de traiter le problème des banlieues après avoir traité un tout autre problème et qui traitera par la suite le problème de l'enfance maltraitée, etc. ? Bien souvent, les scientifiques qui ont affaire à ces journalistes ont le sentiment d'être "trahis" : il y a en effet des problèmes entre "ce qui devrait passer", ce que les scientifiques estiment "devoir faire passer" et ce qui "passe effectivement" dans les médias » (1996, p.3).

Manque de méthode enfin. C'est très souvent sur cette question sensible des procédures, de la démarche, du protocole de fabrication de l'information que

chercheurs et journalistes font valoir leur différence, pour ne pas dire leur rivalité. Parfois taxés de "bricoleurs" par les intellectuels, les universitaires ou les scientifiques (l'expression est de Claude Levi-Strauss), les professionnels de l'information aiment à rappeler qu'ils ne sont ni des historiens, ni des sociologues. A chacun son métier, disent-ils. Reste qu'il n'est pas interdit de s'interroger sur les critères et les mécanismes qui président à leurs choix en matière de sélection, de hiérarchisation et de validation des informations qu'ils diffusent (avec les effets considérables que l'on sait sur l'opinion).

La controverse "journalistes-chercheurs"

Interrogés sur leur façon de traiter l'actualité, les journalistes admettent assez volontiers agir par intuition, bon sens et expérience du terrain. Mais dès qu'on leur suggère de justifier leur façon de faire, de s'expliquer sur le choix des sources à partir desquelles ils ont tiré leurs conclusions, de décrire le parcours de recherche qui a éventuellement accompagné leur travail, le discours se fait plus évasif. En somme, il n'est pas excessif de dire que la démarche journalistique s'inspire rarement de la méthode scientifique. « *Trop souvent, estime Roland Cayrol, le climat naturel de l'idéologie journalistique dans un pays comme la France est volontiers celui du "non-travail" : la lecture de livres et de dossiers, les longs séjours en bibliothèque, la confrontation minutieuse de sources contradictoires, tout cela est volontiers laissé aux "chers professeurs" et autres "intellectuels", alors que les vertus du journalisme s'appelleraient talent, spontanéité, capacité d'absorption rapide, faculté de raconter l'histoire sans s'embarrasser d'un appareil critique abondant* » (1997, p.94).

Devant pareilles critiques, certains journalistes – et pas des moindres – excellent dans l'art de renvoyer la politesse à leurs savants détracteurs. Dans son livre-mémoire, *Le voleur dans la maison vide*, Jean-François Revel ne cache pas son exaspération : « *Je voudrais demander aux intellectuels, écrivains, universitaires, sociologues et autres voyantes des pseudo-sciences de la "communication", comment elles peuvent caquetter sans fin sur la presse et les médias sans jamais avoir eu de l'intérieur l'expérience et encore moins la responsabilité de leur fonctionnement ? (...) Le comique supplémentaire des universitaires, c'est qu'ils courent après les journalistes tout en les méprisant, tant ils sont avides de décrocher dans la presse et les médias une mention de leurs publications et de leurs personnes. Les universitaires, en sociologie et en politologie notamment, s'accrochent à la distinction entre les "chercheurs", qui seraient sérieux, et les journalistes, qui ne le seraient pas. Or les travaux des premiers se nourrissent dans une large mesure du pillage des articles des seconds* » (1997, pp.260-261).⁷

D'une façon plus générale, les professionnels de l'information répondent invariablement à tous ceux qui les taxent d'être incapables de rendre justice à la complexité du monde qu'ils manquent de temps, d'espace et plus généralement de moyens pour atteindre le niveau de qualité que l'on attend d'eux. Les

contraintes multiples qui pèsent sur leurs pratiques quotidiennes⁸ les obligent selon eux à travailler dans des conditions souvent acrobatiques qui les empêchent d'aller au fond des choses, de comparer, de peaufiner... et parfois même de valider. Combien de journalistes – malgré l'agacement que suscite inmanquablement pareil soupçon – ont-ils aujourd'hui (ou prennent-ils ?) le temps de vérifier leurs informations, de se faire relire par un collègue, de demander un avis extérieur avant de publier une information dont ils ne maîtrisent par forcément tous les tenants ou aboutissants ?

Productivité contre complexité

De plus en plus soumis à la logique d'une "information marchandise" dont la vocation première est d'être d'abord et avant tout rentable, nombre de journalistes – mais aussi d'observateurs de tous horizons – dénoncent la dérive commerciale des entreprises de presse avec ses conséquences perverses sur la qualité de l'information. La logique du scoop (règle numéro 1 : "être les premiers"), les effets de la conformité (règle n°2 : "ne jamais rater une information diffusée par la concurrence"), la loi de l'audimat (règle n°3 : "toujours viser le plus large public") ont placé la plupart des rédactions en état d'urgence. Ne faut-il pas voir là l'une des causes majeures des faiblesses du traitement médiatique actuel ?

Dans son réquisitoire contre la télévision, Pierre Bourdieu observe ainsi que « la limitation du temps impose au discours [journalistique] des contraintes telles qu'il est peu probable que quelque chose puisse se dire » (1996, p.13). Et le professeur du

« la logique économique à laquelle le monde des médias a dû se plier est aussi menaçante que la répression politique »

Collège de France d'insister sur les conséquences perverses des cadences actuelles de l'information : « Pour être le premier à voir et à faire voir quelque chose, on est prêt à peu près à n'importe quoi, et comme on se copie mutuellement en vue de devancer les autres, de faire avant les autres, ou de faire autrement que les autres, on finit par faire tous la même chose, la recherche de l'exclusivité, qui, ailleurs, dans d'autres champs, produit l'originalité, la singularité, aboutit ici à l'uniformisation et à la banalisation » (1996, p.20). L'audimat, explique encore Bourdieu, peut être défini comme une forme de sanction directe du marché et la soumission – plus ou moins obligée, plus ou moins consciente – des professionnels de l'information aux lois de l'économie et du commerce qui constitue selon lui « l'exact équivalent en matière de culture de ce qu'est la démagogie orientée par les sondages d'opinion en matière de politique » (1996, p.78).

Même son de cloche chez Dominique Wolton qui, dans son dernier livre *Penser la communication*, estime que la logique économique à laquelle le monde des médias a dû se plier depuis les trente dernières années « est au moins aussi menaçante pour la liberté de la presse que la répression politique » (1997, p.220). Dénonçant les effets selon lui "implacables" du capitalisme sur les entreprises de

presse (disparitions de titres, rachats, fusions, restructurations, etc.), Wolton considère que les journalistes sont en général très démunis face au poids croissant des mécanismes économiques dans leur environnement et des stratégies commerciales parfois agressives de ceux qui dirigent leurs entreprises d'attache : « *Autant ils [les journalistes] sont à l'aise avec la lutte politique, dont ils partagent les références, autant ils sont gênés, et pris à contre-pied, par les contraintes économiques. La standardisation et le rationalisme qui en résultent perturbent la division du travail traditionnel, laissant sans défense un milieu peu familier de ce type de lutte* » (1997, p.220). N'hésitant pas à qualifier les professionnels de l'information de « *chair à canon* » du secteur de la communication, Wolton précise que les effets du marché sur la pratique journalistique sont aggravés par le traditionnel individualisme de la profession. En d'autres mots, les journalistes – « *qui pensent pouvoir s'en tirer individuellement* » (1997, p.220) – offrirait un front désuni face aux périls de la logique marchande qui régit de plus en plus leur secteur d'activité.

Ce débat, il est clair, ne date pas d'hier. En 1990, Philipp Gaunt observait déjà que la professionnalisation du journalisme par la rationalisation toujours plus poussée de ses méthodes de production (resserrement continu des délais de collecte et de traitement de l'information, réduction progressive de la surface rédactionnelle au profit des espaces publicitaires, diminution des effectifs et des moyens alloués à l'information, etc.) conduit les journalistes à adopter selon lui « un profil bas » face à leurs employeurs et aux pouvoirs de l'argent. Pour Gaunt, la tendance dominante dans le milieu de la presse est désormais « à la moindre résistance », amenant les journalistes à ne traiter que des sujets les plus faciles à trouver et les moins délicats à exploiter. Analysé par Michel Mathien (1983), le facteur du « moindre coût » tendrait à s'imposer de plus en plus aux principaux critères de la sélection des informations destinées au grand public⁹.

Bémols nécessaires...

En première instance, on est donc tenté de penser que les médias n'ont pas vocation à traiter de la complexité parce qu'ils n'en ont tout simplement pas les moyens. Or la réalité est forcément moins tranchée que ce constat qui serait assez démobilisant pour l'ensemble de la profession. L'équation « journalisme-complexité » demande sans doute à être nuancée parce que les conditions d'exercice – et donc *in fine* les performances qui en résultent – sont loin d'être uniformes en la matière.

Il est ainsi important d'établir une distinction très nette entre le journalisme dit de *news*, qui s'attache à une actualité brûlante, répétitive et sans possibilité de recul (la forme extrême en étant le direct... qui peut conduire à toutes les dérives) et le journalisme « magazine », qui évolue sur des formats temps-espace qui autorisent davantage de profondeur et d'analyse. Ainsi, selon Patrick Pépin, « *le fait qu'une situation soit complexe ne pose pas de réel problème. Ce qui est très difficile, c'est de rendre compte de la complexité sur une surface imposée (...). Imaginez ce que*

devient la question belge ou la question yougoslave lorsque l'on a une minute trente dans un journal. L'exercice est extrêmement difficile » (1996, p.1).

La nature même des supports de l'information, dont les contraintes sont radicalement différentes, doit elle aussi être prise en considération. Sauf exception, la télévision se prête *a priori* moins facilement au traitement de la complexité que la presse écrite parce que la fonction spectacle – et donc l'émotion – y occupe une place prépondérante. Et même s'il se veut rassurant quant aux capacités du petit écran à aller au-delà de la seule magie des images, Jean-Pierre Elkabbach peut paraître un peu optimiste dans son plaidoyer sur les vertus "réflexives" de la télévision : « Nous circulons de l'empirique au théorique, de l'historique au contemporain, avec des bribes de science et d'humanisme. Cet esprit moderne est un défi parce qu'il est fondé sur une maîtrise croissante de la complexité (...). Or la télévision peut justement donner des aliments à cette pensée complexe, celle qui relie, qui n'exclut pas, qui se nourrit d'écarts, d'échanges entre les genres et les disciplines... » (1997, p.75). Mais là encore, il faut nuancer les choses puisqu'il serait incohérent de mettre sur le même plan d'analyse TF1 (inscrite dans une logique explicitement marchande), France 2 et France 3 (douloureusement partagées entre responsabilité sociale et impératifs du marketing) et Arte ou La Cinquième (qui jouent de leur mission d'abord et avant tout didactique et éducative).

D'une façon plus globale, il est clair que toutes les entreprises de presse n'ont pas le même mandat. On peut à cet égard penser à ce qui devrait distinguer – en terme de profondeur, de finesse d'analyse et de crédibilité – la télévision publique des chaînes privées, des stations comme France Inter, RTL ou Europe 1 des autres

« tous les journalistes n'affichent pas le même idéal du métier et n'ont pas la même vision de leur mission »

radios commerciales, un journal comme *Le Monde* de certains supports de la presse de proximité, un *news magazine* comme *Le Nouvel Observateur* de *Paris Match* ou *V.S.D.*, etc. Jusqu'à preuve du contraire, les "enseignes" médiatiques permettent au lecteur/auditeur/télespectateur d'avoir une idée préalable du sérieux des contenus qu'il va consommer et donc de choisir le "niveau d'information" qui lui convient le mieux eu égard à ses attentes, ses connaissances, sa formation intellectuelle, etc.

Il ne serait pas non plus inutile de prendre en compte le fait que tous les journalistes n'affichent pas le même idéal du métier et n'ont donc pas la même vision de leur mission. Si l'on se réfère à la typologie proposée par Langlois et Sauvageau (1982), les professionnels de l'information peuvent être répartis selon quatre profils-types : les "enquêteurs" (qui cherchent à aller au-delà de la surface des choses via une recherche approfondie et une mise en contexte des faits), les "éducateurs" (qui se présentent souvent comme des agents de changement), les "reporters" (qui se limitent à la simple relation des faits) et les "séducteurs" (dont l'objectif premier est d'intéresser le public par tous les moyens). Tous, on l'aura compris, n'ont pas forcément le même souci de la complexité...

Cela dit, il est important dans ce genre de débat de se méfier des jugements de valeur trop rapides qui distingueraient de façon moralisante ou naïve les conduites vertueuses d'un côté (c'est-à-dire les médias et les journalistes d'abord enclins à une approche réflexive de l'actualité) et les comportements peu recommandables d'un autre côté (c'est-à-dire les entreprises de presse et les professionnels inscrits de plain-pied dans la logique de marché et la course au *scoop*). Car après tout, pourquoi les professionnels de l'information ne seraient-ils pas partagés – sinon découragés – face à des citoyens qui, lorsqu'on les consulte, demandent invariablement des contenus de qualité, mais qui, aussitôt qu'on étudie leurs pratiques de consommation quotidiennes, donnent dans leur très grande majorité la prime aux "produits" les plus superficiels, les plus spectaculaires, les plus commerciaux ? « *Si le public ne veut pas de certaines informations, demande à juste titre Roland Cayrol, au nom de quoi faudrait-il les lui imposer ?* » (1997, p.83).

A côté des contraintes et des manquements du travail médiatique actuel, le débat sur le traitement journalistique de la complexité ne peut donc pas faire l'économie d'une réflexion simultanée sur l'attitude paradoxale du grand public, "théoriquement" exigeant sur la qualité des contenus, beaucoup moins cohérent dans ses pratiques de consommation courante. Pareille contradiction vient rappeler, s'il en était besoin, que le souci de produire une information de qualité exige des professionnels un engagement personnel – pour ne pas dire militant – qui, dans bien des cas, leur impose de ramer à contre-courant des attentes réelles du plus grand nombre ■

Notes

1. BOURDIEU Pierre (1996), *Sur la télévision*, Liber éditions, Paris. A noter que ce livre, à de rares exceptions près, a été très mal reçu par la profession et la critique universitaire. Il a donné lieu à des réactions extrêmement virulentes dans toute la presse française au cours des semaines qui ont suivi sa parution fin 1996. Certains ont notamment reproché à Bourdieu ses attaques frontales contre quelques-uns des intellectuels "médiatiques" du moment (qualifiés entre autres de *fast thinkers* par l'auteur) ainsi que sa dénonciation sans nuances de l'inculture journalistique.
2. Sur la question du journalisme citoyen, on lira avec intérêt l'article de Loïc Hervouet publié dans *Les Cahiers du journalisme* n°2 (décembre 1996) et intitulé : "Journalisme et citoyenneté : les jumeaux de la démocratie", pp.42-52
3. Voir Edgar MORIN (1995), *Une année sisyphé*, éditions du Seuil, Paris
4. Article 1 de la Charte de Munich (Syndicat de journalistes de la Communauté européenne de la Suisse et de l'Autriche, 1971) : « *Respecter la vérité quelles qu'en puissent être les conséquences (...) et ce, en raison du droit que le public a de connaître la vérité.* »
5. Le débat sur l'objectivité journalistique – consubstantiel des métiers de l'information – n'a jamais cessé d'attiser les polémiques les plus vives au sein même de la profession et inspiré de très nombreux travaux de recherche tant en Europe qu'en Amérique du Nord. Le parcours de cette inépuisable "matière à réflexion" appelle trois commentaires généraux :

- même s'il donne lieu à de sérieuses divergences d'appréciation tant du côté des chercheurs que des praticiens, le concept d'objectivité journalistique recueille un scepticisme régulier, sinon un désaveu à près près systématique ;
 - les arguments dénonçant la validité de ce concept sont apparemment plus nombreux et surtout plus convaincants que les rares plaidoyers en sa faveur ;
 - le débat sur l'objectivité journalistique achoppe sur la polysémie du terme, dont aucune des nombreuses tentatives de définition ne peut prétendre à l'universalité.
6. Pour le traitement médiatique du dossier de "la vache folle", on se reportera aux réflexions de Patrick Champagne retranscrites en octobre 1996 dans le premier compte rendu du groupe de réflexion sur "le traitement journalistique de la complexité" (voir bibliographie).
 7. Journaliste de talent et intellectuel non moins renommé, Jean-François Revel se sent d'autant plus en droit de critiquer aussi bien les professionnels de l'information que les universitaires qu'il a lui-même, selon ses propres mots, « appartenu aux deux meutes ». Et de préciser que les honneurs ont toujours été plus grands pour l'homme de média que pour l'écrivain : « Lorsque je me vis attribuer le poste (...) de "directeur" de L'Express, je reçus plus de compliments venant de gens moyens (...), plus de félicitations émanant de cousins éloignés, d'inconnus se réclamant des relations amicales (...), je fus assailli de plus de témoignages de considération et d'assurances de dévouement qu'après des succès littéraires dont le retentissement avait pourtant surpassé le bruit, cantonné dans le microcosme journalistique, de ma nomination » (1997, p.261).
 8. Pour un aperçu des principales contraintes pesant sur les pratiques journalistiques, lire l'article de Watine/Beauchamp dans *Les Cahiers du journalisme* n°2 (décembre 1996) : "La nouvelle responsabilité sociale des médias et des journalistes", pp.108-127.
 9. Selon Michel Mathien, le coût total d'une information journalistique doit être calculé en additionnant son coût financier (collecte, traitement, production, distribution, frais divers afférents), son coût énergétique (qui mesure l'effort que le journaliste a le sentiment de devoir fournir pour traiter son sujet), son coût temporel (c'est-à-dire la durée totale du cycle de traitement de l'information) et son coût psychologique (plus ou moins lourd selon l'intérêt personnel ou professionnel que le journaliste attache au sujet qu'il traite).

Références bibliographiques

- BOURDIEU Pierre (1996), *Sur la télévision*, Liber éditions, Paris
- CASANOVA Béatrice (juin 1996), "L'influence de la télévision sur les pratiques journalistiques : l'exemple de la prise d'otages de la maternelle de Neuilly", *Les Cahiers du journalisme*, n°1, pp.160-167
- CAYROL Roland (1997), *Médias et démocratie : la dérive*, La Bibliothèque du citoyen, Presses de Sciences Po, Paris
- CLARINARD Jean-Marie (avril 1997), "Le journalisme en question", *Le généraliste*, n°1765
- ELKABBACH Jean-Pierre (1997), *29 mois et quelques jours*, Grasset, Paris
- GAUNT Philipp (1990), *Choosing the News, The Profit Factor in News Selection*, Greenwood Press, New York
- HERVOUET Loïc (décembre 1996), "Journalisme et citoyenneté : les jumeaux de la démocratie", *Les Cahiers du journalisme*, n°2, pp.42-52
- MATHIEN Michel (1983), *La presse quotidienne régionale*, Presses Universitaires de France, (collection "Que Sais-je ?"), Paris
- MORIN Edgar (1995), *Une année sisyphé*, éditions du Seuil, Paris
- NORSOM I (6 octobre 1995), *Compte rendu de la 1ère rencontre du groupe de réflexion NORSOM sur la nouvelle responsabilité sociale des médias*, Centre de recherche de l'École supérieure de journalisme de Lille

- NORSOM II (16 janvier 1996), *Compte rendu de la 2ème rencontre du groupe de réflexion NORSOM sur la nouvelle responsabilité sociale des médias*, Centre de recherche de l'École supérieure de journalisme de Lille
- NORSOM III (14 mars 1996), *Compte rendu de la 3ème rencontre du groupe de réflexion NORSOM sur la nouvelle responsabilité sociale des médias*, Centre de recherche de l'École supérieure de journalisme de Lille
- NORSOM IV (15 mai 1996), *Compte rendu de la 4ème rencontre du groupe de réflexion NORSOM sur la nouvelle responsabilité sociale des médias*, Centre de recherche de l'École supérieure de journalisme de Lille
- OCKRENT Christine (1997), *La mémoire du cœur*, Fayard, Paris
- PÉPIN Patrick (1996), *Compte rendu d'intervention dans le cadre du groupe de réflexion sur "le traitement journalistique de la complexité"*, TJC 1, pp.1-2
- REVEL Jean-François (1997), *Le voleur dans la maison vide*, Plon, Paris
- ROUSSEAUX Nicolas (décembre 1996), "Causes et solutions endogènes à la crise du journalisme écrit généraliste", *Les Cahiers du journalisme*, n°2, pp.166-175
- TJC 1 (18 octobre 1996), *Compte rendu de la 1ère rencontre du groupe de réflexion TJC sur le traitement journalistique de la complexité*, Centre de recherche de l'École supérieure de journalisme de Lille
- TJC 2 (29 novembre 1996), *Compte rendu de la 2ème rencontre du groupe de réflexion TJC sur le traitement journalistique de la complexité*, Centre de recherche de l'École supérieure de journalisme de Lille
- TJC 3 (31 janvier 1997), *Compte rendu de la 3ème rencontre du groupe de réflexion TJC sur le traitement journalistique de la complexité*, Centre de recherche de l'École supérieure de journalisme de Lille
- WATINE Thierry, BEAUCHAMP Michel (décembre 1996), "La nouvelle responsabilité sociale des médias et des journalistes", *Les Cahiers du journalisme*, n°2, pp.108-127
- WOLTON Dominique (1997), *Penser la communication*, Flammarion, Paris